



Nicolas Hulot, président de la Fondation Nicolas Hulot ; Christine Arnspurger, économiste FNRS et UCL ; Isabelle Cassiers, économiste FNRS et UCL ; **Gauthier Chapelle**, biologiste, spécialiste de biomimétisme, directeur scientifique de Greenloop (Bruxelles) ; Gaël Giraud, économiste CNRS, Paris ; **Marek Hudon**, économiste Solvay Business School (ULB), parmi un collectif de signataires.

Pourquoi la débâcle économique et écologique actuelle ? Parce que les instances politiques ont perdu le contrôle sur les grands choix collectifs. Une grande partie du monde politique croit en la

toute-puissance des marchés. Cela tend à marginaliser la sphère démocratique. Les conséquences du défaut local et global de régulation sont dramatiques : les inégalités explosent et les limites des ressources naturelles, de même que les grands équilibres qui nous font vivre, sont ignorés. Nous appelons avec force à un éveil des consciences et de la solidarité mondiale. Il est temps de renouveler le civisme et de réaffirmer la puissance publique.

A la veille du 20^e anniversaire du Sommet de Rio :

– Nous appelons à la reconnais-

sance des liens qui unissent les enjeux économiques et écologiques. L'ouverture d'un marché mondial, avec pour objectif la réduction des protections et régulations au service d'une croissance

L'ESSENTIEL

- 20 ans après le Sommet de Rio, la surconsommation est toujours ancrée dans les comportements, avec de graves répercussions.
- Plusieurs personnalités appellent à un sursaut de tous.

maximale, n'a fait que renforcer les inégalités. Les élites politiques, économiques et financières, en captant la quasi-totalité de la richesse produite, ont condamné à la misère les paysans du Sud, et au déclasserment nombre des populations du Nord.

En même temps, une seconde catastrophe humanitaire se prépare. L'élévation de 4°C de la température durant ce siècle – scénario hautement probable – excéderait nos capacités d'adaptation dans bon nombre de régions. Cela se traduirait notamment par une chute de la production agricole et alimentaire mon-

diale. Des ressources raréfiées, un climat de plus en plus hostile et une montée inexorable du niveau des mers ne faciliteront certes pas les activités économiques !

– Nous appelons à contrecarrer la myopie de la finance mondiale. Il est temps de contrecarrer l'approche court-termiste des questions d'environnement et de développement. Il faut donc renforcer les capacités de régulation de la communauté internationale et lutter à l'échelle des Etats contre l'impuissance du politique. Hélas, sur une planète où le commerce est la fin suprême, c'est toujours le moins-disant social et environnemental qui l'emporte. Les biens circulent et sont consommés sans aucune considération, ni pour les conditions de travail des personnes qui les produisent, ni pour leur impact environnemental global.

– Nous appelons à la condamnation de toute vision opportuniste des changements climatiques. Les données régionales de plus en plus précises fournies par les modèles climatiques rendent

possibles des stratégies d'adaptation et d'investissement cyniques. Un petit nombre d'acteurs croit ainsi pouvoir tirer profit, au moins pour un temps, des changements en cours. μ

– Nous appelons à une décroissance des flux physiques et à la fin du pillage des ressources naturelles du Sud. Il ne suffit pas que les classes moyennes des pays en

« Nous appelons à contrecarrer la myopie de la finance mondiale. Il est temps de contrecarrer l'approche court-termiste des questions d'environnement et de développement »

développement envient le train de vie des pays riches. Les limites physiques que nous atteignons aujourd'hui (terres rares, pétrole conventionnel, etc.) montrent qu'il faut ouvrir d'autres voies. Il est indispensable d'organiser rapidement, en commençant par les pays du Nord et les modes de vie les plus dispendieux, une décroissance des flux physique sur lesquels reposent nos économies. Il convient de mettre fin au pillage quasi systématique des ressources naturelles du Sud, qui

prive la majeure partie de la population des conditions de satisfaction des besoins essentiels (eau, énergie, alimentation).

– Nous appelons enfin à une réaffirmation de la puissance publique pour sortir de la crise par l'écologie. Des décisions politiques, respectueuses des règles démocratiques, sont l'unique voie pour définir un intérêt général mondial. Elles permettront de mettre en œuvre une série de mesures indispensables pour réussir la transition vers une économie juste et équitable, sobre et soutenable.

Il est urgent :
– D'imposer des règles environnementales et sociales à l'OMC, pour que bien-être social et respect des limites de la biosphère soient les principes fondateurs de l'économie soutenable.

– De développer des normes financières nationales et internationales contraignantes pour réorienter le système vers le financement de l'économie réelle.

– De concrétiser la solidarité envers les victimes des crises écologiques et les populations qui souffrent de l'extrême pauvreté, notamment par la mise en place du « Fonds Vert pour le climat » décidé à Copenhague.

– De mobiliser la création monétaire publique pour financer la transition écologique, mais aussi pour en finir avec la crise de la dette et revenir à l'équilibre budgétaire pour les dépenses courantes.

– De faire basculer la fiscalité du travail et de l'investissement vers le prélèvement des ressources, pour asseoir une vraie fiscalité écologique porteuse de nouveaux comportements.

– De réformer l'enseignement de l'économie et de créer au sein des universités des programmes de recherche sur de nouveaux modèles économiques avec une consommation décroissante et équitable des ressources.

– De transmettre par le système éducatif des valeurs civiques, de respect des êtres humains et de la nature, qui sont les conditions du bien-vivre ensemble. ■